

Qui sommes nous ?

L'Union locale (UL) **Solidaires Saint-Denis regroupe** l'ensemble des structures syndicales en particulier les syndicats SUD qui agissent sur le territoire Dyonisien.

Notre ambition est de défendre les travailleuses et les travailleurs, qu'ils/elles aient ou non un emploi face aux patrons, qu'ils soient du secteur privé ou du secteur public. Au delà nous voulons gagner de nouveaux droits et transformer la société.

Solidaires met en œuvre un fonctionnement original basé sur la recherche constante de ce qui unit plutôt que de ce qui divise.

Il s'agit de mieux s'organiser pour mieux agir ensemble et éviter les phénomènes d'institutionnalisation, de délégation de pouvoir, d'experts, de superstructures que connaissent trop souvent les grandes confédérations. **C'est aussi pourquoi nous sommes indépendants des partis politiques.**

L'UL Saint-Denis est membre de l'Union Solidaires qui regroupe au niveau national plus de 100 000 adhérent-e-s.

SUD

Inquiétudes à la Mairie de Saint-Denis : Vendredis de la colère en marche !

Actuellement, de plus en plus de communaux sont inquiets. Management autoritaire aujourd'hui, et demain avec la baisse des budgets, ce sera sans doute pire...

Une "crise" mondiale

Depuis 2007 et la crise liée à la spéculation financière, le FMI, l'Europe et les Gouvernements aident et renforcent les banques et les actionnaires à coups de milliards sur le dos des droits des travailleurs. Dans toute l'Europe se pratiquent des politiques d'austérité. La France n'y échappe pas et le gouvernement obéit sagement pour réaliser "une baisse des déficits", déficits créés au profit des spéculateurs financiers... La boucle est bouclée.

Et pendant ce temps, des dizaines de milliards d'euros manquent chaque année et échappent à toute redistribution (santé, éducation, retraites...) grâce à la fraude fiscale. De l'argent qui provient du produit du travail des salarié-e-s et qui leur est volé. "L'affaire Cahuzac" révèle ce que fait une partie des "élites économiques et politiques" : elles truquent les impôts tout en donnant la leçon aux travailleuses et aux travailleurs, aux privés d'emplois...

L'ANI, une attaque contre les salarié-e-s

Pour baisser les déficits, la CFDT, la CGC et la CFTC ont signé avec le MEDEF un accord (l'ANI, Accord National Interprofessionnel) au profit du patronat, contre les droits des salarié-e-s : facilitation des licenciements, horaires flexibles, baisse des salaires en échange d'une hausse du temps de travail... Le PS et François Hollande entendent valider cet accord en le transposant dans une loi.

Et les collectivités locales dans tout ça ?

En ce qui concerne les collectivités locales, l'Etat a annoncé des économies. Mardi 12 février, le gouvernement a annoncé une baisse de 4,5 milliards d'euros des dotations d'État pour 2013, 2014, 2015. Ce qui revient à 1,5 milliards par an de baisse de dotation de l'Etat. Et on peut s'attendre à pire après les municipales de 2014...

Dans ce contexte de crise économique organisée au profit des entreprises, que feront les collectivités ?

Sans résistance locale et à l'échelle du pays, elles restructureront massivement les services, ce qui veut dire supprimer des emplois et baisser les moyens...

Tous les budgets de la fonction publique ont été laminés ces dernières années, et continuent de l'être sous le gouvernement dit « socialiste ».

Et notre mairie dans tout ça ?

La Mairie de Saint-Denis prodigue aujourd'hui des services publics innovants et volontaristes : Centre de Santé municipaux (il n'y a que 5% des Centres de Santé qui sont municipaux en France), Service Social Municipal (seule 7 communes du département en possèdent), repas à 15 centimes d'euros pour les enfants des familles les plus précaires, offre péri-scolaire de qualité, Offre culturelle riche (Archéologie municipale, Musée, Cinéma d'art et d'essai...), Constructions d'écoles chaque année, ...

Comment fera-t-elle à l'avenir ? Quelle coupes budgétaires, quels postes supprimés ? Quelles privatisations à venir ?

Le service public communal de proximité est devenu l'un des derniers recours pour les Dyonisien-ne-s de plus en plus précarisé-e-s.



Et le personnel de la mairie dans tout ça ?

Depuis quelques mois, des agents municipaux, dont les membres du syndicat SUD mairie de Saint-Denis font face au développement d'un management autoritaire dans les services.

Comment ? Par exemple :

-à la **Direction de la Santé** : réorganisation du service avec concentration des pouvoirs dans la haute administration,

-à la **Direction des Solidarités et du Développement Social** : mise à mal de plusieurs collègues et manque de réel dialogue social, dans différentes Directions : convocations autoritaires avec intimidation, et une Direction Générale qui cautionne ces pratiques.

D'un point de vue syndical, SUD n'échappe pas à ce traitement : préavis de grève non communiqués aux directions (empêchant de fait le droit de grève de s'organiser), courrier du DGS attestant de mises à mal nominatives de cadres dans nos tracts et courriers (ce qui est faux, ce sont les organisations de travail managériales que nous dénonçons et non des individus en tant que tel), pétitions contre le droit de manifester....

Pourquoi ces attaques contre les salarié-e-s à la mairie de Saint-Denis ?

Nous constatons que de plus en plus de communaux qui travaillent de longue date dans la mairie et qui sont très investi-e-s dans leurs missions, convaincus du bien fondé d'une service public municipal de qualité, sont mis à mal.

A force de réprimande, de discrimination, de mises au placard, de plus en plus d'entre elles et eux, soit partent de la mairie, soit se taisent, soit s'arrêtent pour souffrance au travail. Bref, renoncent à leur investissement auprès du public pourtant précieux, et dans ces conditions ne parviennent plus à trouver du sens à leur travail.

Cette démoralisation organisée par la haute administration a pour but, de "nettoyer" la mairie de ses agents les plus impliqué-e-s et permet de préparer le terrain aux futures restructurations violentes qui auront lieu après les élections municipales de 2014,

à cause des baisses drastiques de financement de l'Etat.

Et la boucle est bouclée...

Les agents municipaux ont décidé de réagir, épaulés par le syndicat SUD de la mairie. Un débrayage hebdomadaire, les VENDREDIS de la COLERE est organisé depuis le 5 avril de 10h à 11h sur le parvis de la mairie, en direction de la population.

Vendredis de la colère, pourquoi ?

- Dire tout haut les dysfonctionnements pour les régler
- Ne plus être isolés en portant collectivement nos revendications
- Faire pression sur la haute administration et nos élus pour mettre en place un vrai dialogue social et une réelle prévention des risques psycho-sociaux
- Construire la solidarité dans la dignité !

Pour l'UL Solidaires Saint-Denis ce qui se passe à la mairie est inacceptable !

Nous soutenons pleinement l'action des agents et de nos camarades pour résister à la pression hiérarchique.

Nous proposons à la population dyonisienne, qui au final sera en première ligne, d'en faire autant et de contacter le Maire de Saint-Denis.

Ci dessous un courrier type à renvoyer par la poste, par mail, ou à déposer directement à la mairie de Saint-Denis.

A M. Didier Paillard, Maire de Saint-Denis

Mairie de Saint-Denis

BP 26993205 Saint-Denis cedex

ou didier.paillard@ville-saint-denis.fr

Monsieur le Maire,

Habitant-e de Saint-Denis, je suis directement concerné-e par les politiques municipales menées. Je suis inquiet-e à double titre :

- d'une part de voir les personnels municipaux subir des attaques et des pressions, comme dans n'importe quelle entreprise où le management autoritaire est roi,

- d'autre part parce que ces attaques préfigurent de prévisibles coupes budgétaires au niveau municipal qui vont me concerner directement ainsi que mon entourage et mon voisinage dans les années à venir.

Je vous demande de respecter le personnel communal et le dialogue social.

Veuillez croire en mon attachement à des services publics municipaux de qualité et au service de la population,

Nom et prénom :

Signature :